

Francophonie et informatique

*Technologie moderne au secours de la langue française**

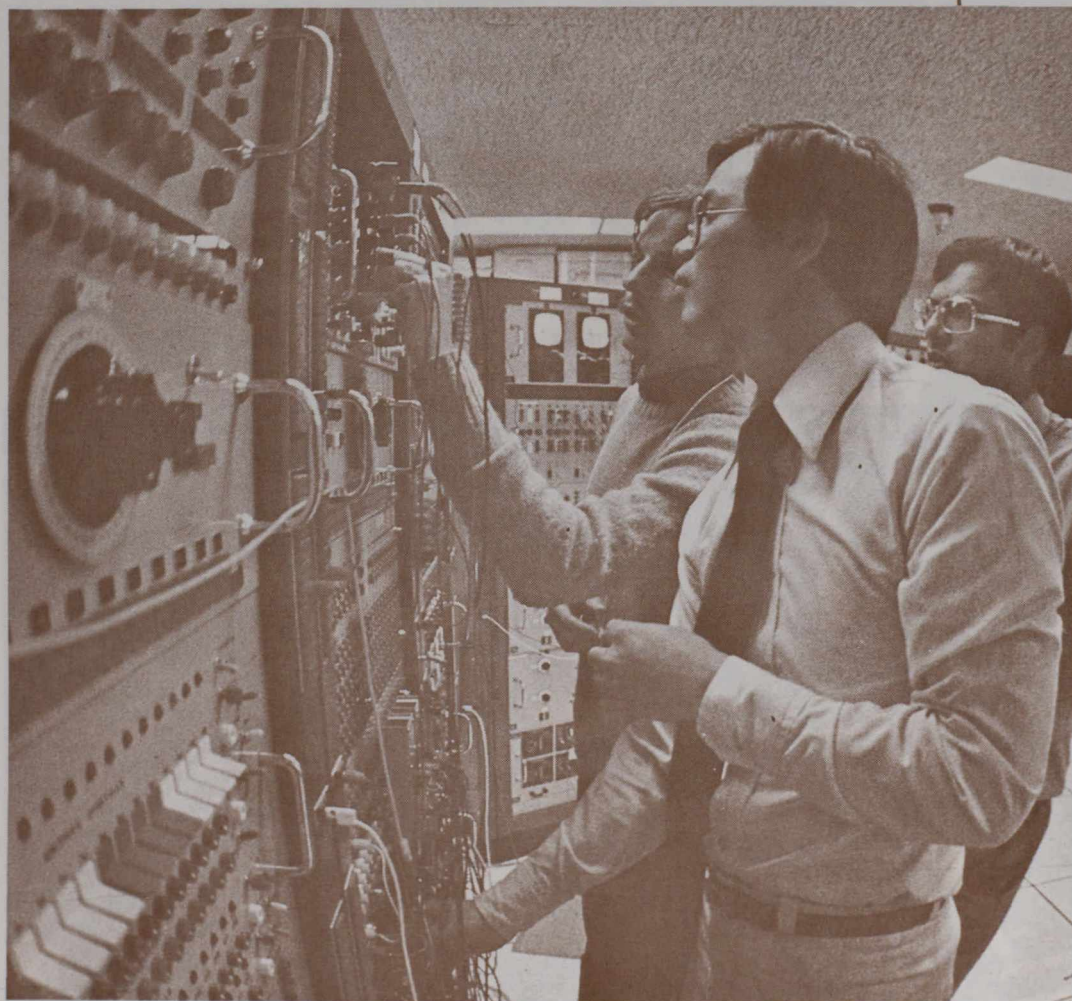
A l'occasion de la Biennale de 1975 tenue au Luxembourg, l'Honorable Gérard Pelletier, alors ambassadeur du Canada en France, avait souligné l'urgence de se «doter des moyens modernes et efficaces pour intégrer rapidement les apports des diverses communautés nationales et régionales au patrimoine linguistique que tous les francophones partagent avec la France». J'aimerais profiter de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui pour revoir rapidement certains des progrès accomplis par le Canada depuis 1975 et pour expliquer les nouveaux moyens que nous comptons utiliser dans l'avenir pour mieux protéger la langue française et lui permettre de se développer davantage, alors que les embûches que mettra bientôt devant nous la société post-industrielle semblent, à prime abord, constituer un défi quasi-insurmontable.

Pourtant les outils de plus en plus perfectionnés, voire sophistiqués, que la technologie contemporaine peut mettre à notre disposition, s'ils sont utilisés avec imagination et audace, devraient nous fournir les moyens de relever fièrement le défi.

Ainsi l'obligation constitutionnelle faite au Canada de légiférer et de servir ses concitoyens dans deux langues lui a imposé la tâche quasi-titanesque de traduire plus de 300 millions de mots par année, soit au-delà de 150.000 pages.

Banque de terminologie

Pour y arriver, le Canada s'est doté en 1975 d'une Banque de terminologie, l'une des plus considérables au monde puisqu'elle contient plus de 1.200.000 termes. Dans un article du journal «Le Monde», du 18 mai 1982



et intitulé «Francophonie quand l'exemple vient du Canada», l'auteur parlait de la Banque de terminologie du Canada dans les termes suivants : «La Banque fédérale de terminologie bilingue est exemplaire... afin de pouvoir fournir des néologismes aux Français». Nous croyons vraiment que la Banque canadienne est un des outils les meilleurs et des plus efficaces, que ce soit au plan du contenu, du nombre d'utilisateurs, de sa simplicité qu'au plan de l'étendue de son réseau. En effet, la Banque canadienne de terminologie rejoint

plusieurs centres en Amérique du Nord et en Europe, dont Londres, Paris et Bruxelles. Elle est utilisée également par l'O.N.U., par l'O.A.C.I. et par le F.M.I. De plus, un nombre croissant de grandes entreprises privées canadiennes et américaines songent à être reliées à la Banque ou le sont depuis peu. Nous espérons étendre le réseau pendant la prochaine année aux pays du Maghreb et à l'Afrique francophone, ainsi que dans d'autres composantes de l'ONU, telles l'ONUDI,

